

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 11 JUIN 2020

Délibération n° 2020-055- DC

Date d'affichage :

Le 15 juin 2020

Effectif statutaire : 81
Membres en exercice : 81
Quorum : 41
Présents : 62
Excusé(s) : 16
Dont représenté(s) : 7
Absent(s) : 4

Nombre de votants : 69

Secrétaires de séance :

*Monsieur Guillaume MARTIN,
conseiller communautaire de la
Commune d'Epieds, et Monsieur
Noël NERON, conseiller
communautaire de la Ville de
Saumur*

Le onze juin deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Théâtre Philippe Noiret à Doué-la-Fontaine - 49700 Doué-en-Anjou, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le quatre juin deux mille vingt.

Présents : (62)

Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jackie GOULET, Christian RUAAULT, Anatole MICHAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Sophie ANGUELOT, Jean-Pierre ANTOINE, Gilles BARDIN, Fabrice BARDY, Alain BOISSONNOT, Alain BOURDIN, Laurence CAILLAUD, Françoise DAMAS, Pierre de BOUTRAY, Michel DELPHIN, Jean-Paul DILÉ, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Christian GALLÉ, Isabelle GRANDHOMME, Didier GUILLAUME, Didier HUCHEDÉ, Isabelle ISABELLON, Benoît LAMY, Benoît LEDOUX, Sylvain LEFEBVRE, Astrid LELIEVRE, Sandrine LION, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Guillaume MARTIN, Sophie METAYER, Jean-François MIGLIERINIA, Étienne MOREAU, Frédéric MORTIER, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Laurent NIVELLE, Nicole PEHU, Gérard POLICE, Armelle PONCET, Sylvie PRISSET, Jean-Philippe RETIF, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILAT, Nathalie SECOUÉ, Gilles TALLUAU, Eric TOURON.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Jacky MARCHAND par Bernard PELE

Excusés : (16)

Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Michel APCHIN, Yves BOUCHER, Christophe CARDET, Pierre-Yves DELAMARE, Marie-Luce DURAND, Béatrice GUILLON, Véronique HENRY, Charles-Henri JAMIN, Alain JOBARD, Géraldine LE COZ, Eric LEFIEVRE, Nathalie MORON, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Bruno PROD'HOMME

Dont excusés ayant donné pouvoir : (7)

Michel APCHIN à Françoise DAMAS, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Véronique HENRY à Marc-Antoine NERON, Charles-Henri JAMIN à Jean-Pierre ANTOINE, Géraldine LE COZ à Noël NERON, Nathalie MORON à Michel PATTEE, Yann PILVEN Le SEVELLEC à Eric TOURON.

Absents : (4)

Jeannick CANTIN, Fabrice DUFOUR, Jack LOYEAU, Isabelle TAILLECOURS

VERSEMENT D'UNE PRIME EXCEPTIONNELLE PENDANT L'ÉTAT D'URGENCE - COVID

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

Vu le décret 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement possible d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'État et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Il est proposé d'instaurer une prime exceptionnelle pour certains personnels (titulaires ou contractuels) de la Communauté d'Agglomération et de définir les modalités d'attribution par cette délibération, en précisant les bénéficiaires, les montants alloués et les modalités de versement.

Il apparaît notamment que certains agents des services cités ci-après ont été fortement mobilisés pendant la période de confinement et ont été soumis à des risques sanitaires élevés.

Les services concernés sont :

- le service d'accueil des gens du voyage
- la régie eau et l'assainissement
- le service des systèmes d'information
- le service courrier
- le service de l'administration générale
- le service technique du Dôme
- le secteur technique et maintenance des équipements sportifs
- le secteur maintenance et entretien du bâti communautaire

L'allocation de la prime exceptionnelle à certains personnels de ces services, soumis à des sujétions particulières dans la limite définie par le décret susvisé, à savoir 1000 €, et versée en une seule fois.

Le montant individuel sera proratisé en fonction du nombre de jours de présence effective de chacun des agents sur la période de confinement allant du 17 mars au 10 mai 2020 sur proposition des directeurs.

Le budget maximum estimé de cette attribution est de 17 000 €.

Considérant l'exposé ci-avant,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le versement de la prime exceptionnelle à certains agents titulaires et contractuels des services nommés ci-dessous pour un montant maximum de 1 000 € au prorata du nombre de jours de présence de chacun des agents, pour la période allant du 17 mars au 10 mai 2020 inclus.

Services concernés par le versement de la prime exceptionnelle :

- le service d'accueil des gens du voyage
- les régies nord et ouest du service de l'eau et l'assainissement
- le service des systèmes d'information
- le service courrier
- le service de l'administration générale
- le service technique du Dôme
- le secteur technique et maintenance des équipements sportifs
- le secteur maintenance et entretien du bâti communautaire

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 69 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

16 JUIN 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire

Insertion au RAA du 2ème trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte 7 Finances publiques

7.10 Divers – 7.10.6 Autres

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »